

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Les brèves

N° 293 du 22.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" : <http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### 2 Les Brèves

#### 2-1 Le droit des résistants

1 Le droit des résistants à se défendre par tous les moyens.

2 La réplique aux crimes de l'occupation sera dure.

#### 2-2 Cessez-le-feu.

#### 1 Israël examine une offre de trêve du Hamas.

2 Israël-Palestine : un cessez-le-feu durable n'est pas exclu suivant Israël.

3 Deux ministres israéliens envisagent une trêve avec le Hamas.

#### 2-3 Conférence internationale de donateurs,

##### Données

1 5,6 milliards de dollars pour financer son plan de "réforme de développement" triennal (2008-2010).

2 La Suisse offre 72 millions de dollars.

3 La communauté internationale se penche à Paris sur le financement d'un futur Etat palestinien.

4 Objectif : sortir la tête de l'eau.

#### Réactions

- 1 Haniyeh : le peuple palestinien n'accepte pas une direction imposée par une arme sioniste
  - 2 Le président de l'Autorité palestinienne, est revenu sur la conférence des donateurs...
  - 3 Des personnes veulent s'enrichir grâce à des donations étrangères.
  - 4 Les pressions internationales empêchent Abbas d'entamer tout dialogue palestino-palestinien.
  - 5 Aucun intérêt des conférences internationales au moment où continue l'agression israélienne...
- 2-4 Les citoyens palestiniens sont exposés aux agressions et mesures oppressives sionistes.**
- 1 Pratiques épouvantables de l'armée sioniste sur les barrages militaires.
  - 2 25% des soldats de l'occupation ont participé aux agressions des palestiniens sur les barrages.
- 2-5 L'UNRWA avertit des mesures sionistes qui menacent ses services en Palestine.**
- 2-6 Nouvelle colonie à Jérusalem-est ?**
- 1 10.000 nouveaux logements destinés aux juifs à Jérusalem-Est ?
  - 2 Bush : "C'est un combat difficile. Patience, courage et sacrifice"
  - 3 Rice salue l'abandon d'un projet de nouvelle colonie à Jérusalem-est.
- 2-7 Un abri nucléaire pour Olmert, selon "Yediot Ahronot"**
- 3 Dossier & Point de vue.**
- 3-1 Dossier de Al-Oufok : Plus de 7 milliards de dollars pour abandonner les droits nationaux sur la Palestine.**
- 3-2 Point de vue de Serge Dumont : Mahmoud Abbas attend une aide économique pour éliminer le Hamas.**
- 4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage**
- 4-1 Vingtème anniversaire de la naissance du Hamas.**
- 1 "Notre peuple est capable de lancer une nouvelle intifada jusqu'à l'aube de la victoire".
  - 2 Les Palestiniens sortent en masses pour le Hamas.
  - 3 Le Hamas a réussi une impressionnante démonstration de force.

---

---

---

## 2 Les brèves

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### **2-1 Le droit des résistants**

#### **1 Le droit des résistants à se défendre par tous les moyens.**

Le Conseil législatif palestinien a condamné l'assassinat commis par les forces de l'occupation israélienne contre des chefs et des cadres des Sarayas d'Al-Quds, branche militaire du mouvement du Djihad Islamique.

La présidence du Conseil note que l'occupation israélienne avait reçu le feu vert pour frapper la résistance palestinienne.

Ses forces ont alors commis différents massacres, hier soir et ce matin. Elles ont visé et tué plusieurs résistants et leurs chefs, dans la bande de Gaza, dont le chef Majed Al-Harrazine, chef général des brigades des Sarayas d'Al-Quds.

Le communiqué a condamné cette nouvelle escalade sioniste : « C'est un des résultats de la conférence d'Annapolis qui avait considéré la résistance comme un crime. C'est aussi une des conséquences de la conférence de Paris qui veut assiéger la bande de Gaza et viser la résistance, dans le but de mettre à exécution des plans sionistes, en collaboration avec certains Palestiniens ».

Le Conseil législatif palestinien a porté à l'occupation israélienne les résultats de cette escalade. Il a confirmé « le droit légitime de la résistance palestinienne à viser l'occupation israélienne par tous les moyens pour se défendre ».

Enfin, il a appelé le peuple palestinien à s'unir et à serrer les rangs pour faire face à l'agression israélienne qui « vise tout ce qui est palestinien, avec tous les moyens criminels et prohibés mondialement ».

18-12 CPI

## **2 La réplique aux crimes de l'occupation sera dure.**

Ziad Nakhala, le secrétaire général du Djihad Islamique, a promis que la réplique aux crimes sionistes perpétuels commis en Cisjordanie et dans la bande de Gaza sera « forte et dure ». Nakhala confirme le fait que l'escalade de l'agression israélienne vue en Cisjordanie et dans la bande de Gaza est étroitement liée aux conférences d'Annapolis et de Paris.

La conférence de Paris n'avait été organisée que pour acheter le peuple palestinien, pour payer de pot de vin pour venir à bout à la résistance et ancrer la division palestinienne intérieure.

Par cette nouvelle escalade, l'occupation israélienne réaffirme le fait qu'elle n'est pas prête à accepter le peuple palestinien, à accepter de vivre ensemble.

L'escalade confirme aussi que notre peuple n'a d'autre choix que la résistance pour se défendre et défendre sa terre et ses droits, a-t-il ajouté.

Nakhala a confirmé encore une fois que le mouvement du Jihad Islamique et toutes les factions de la résistance continuent d'emprunter le chemin de la résistance jusqu'à la libération de la terre et l'obtention totale de nos droits. « L'ennemi verra dans les prochains jours la force de nos résistants et l'endurance de notre peuple ».

*CPI*  
20-12

## 2-2 Cessez-le-feu.

### 1 Israël examine une offre de trêve du Hamas.

Israël examinait jeudi une offre de trêve du Hamas, présentée par l'intermédiaire de l'Egypte, a-t-on appris de responsables de la défense, quelques heures après la mort de trois Palestiniens dont au moins deux résistants, dans la Bande de Gaza.

Selon ces responsables, qui se sont exprimés sous le couvert de l'anonymat, la proposition du Hamas est limitée à un arrêt des tirs de roquette depuis la Bande de Gaza en échange de la fin des incursions israélienne dans le territoire.

Le Hamas aurait fourni l'assurance qu'il peut imposer ce cessez-le-feu aux résistants du Jihad islamique et des Comités de résistance populaire .

Mais pendant ces discussions, la violence a continué sur le terrain.

AP 20-12

### 2 Israël-Palestine : un cessez-le-feu durable n'est pas exclu suivant Israël.

Israël pourrait accepter un cessez-le-feu durable avec le Hamas qui contrôle la bande de Gaza, si le Hamas met fin aux tirs de roquettes et accepte certaines conditions, a déclaré le ministre israélien des Infrastructures nationales Binyamin Ben-Eliezer.

De nombreux représentants militaires et politiques israéliens ont évoqué ces derniers jours la possibilité de pourparlers avec le Hamas, dont les dirigeants ont proposé à l'Etat hébreu d'examiner la mise en place d'un cessez-le-feu.

Israël persiste officiellement à refuser tout contact avec les nouveaux dirigeants de l'enclave et ne se dit disposé à interrompre les opérations militaires qu'à condition que les Palestiniens mettent fin à leurs attaques.

"Selon mes informations, le premier ministre Ehud Olmert n'exclut aucune modalité dans sa totalité", a déclaré M. Ben-Eliezer dans une interview accordée à la radio Kol Israël.

"Si une proposition sérieuse et réaliste est formulée, et que le Hamas accepte d'envisager un cessez-le-feu durable, de mettre un terme à la terreur et à la contrebande, et d'entamer les négociations sur la libération du soldat israélien Guilad Shalit, je serais disposé à entamer le dialogue", a-t-il indiqué.

Le cessez-le-feu durable proposé par le Hamas, qui devrait concerner l'ensemble des groupes armés opérant à Gaza, est intervenu après l'intensification des opérations militaires israéliennes dans l'enclave.

*RIA Novosti 21-12*

21-12

Les attaques israéliennes ont fait plus de 20 morts en une semaine, dont le leader de l'aile militaire du Jihad islamique et plusieurs commandants, liquidés au cours des frappes chirurgicales menées depuis les airs.

Les troupes israéliennes ont achevé dans la nuit de jeudi à vendredi une opération terrestre dans le centre de l'enclave, au cours de laquelle huit Palestiniens ont été blessés et un Israélien, grièvement blessé.

Selon la radio palestinienne, parmi les victimes, des combattants, figurent cinq représentants du Jihad islamique, deux activistes du Hamas et un membre du Comité de résistance populaire. Un autre membre du Hamas a été tué au cours du retrait des troupes dans le sud-est de la bande de Gaza.

*RIA Novosti 21-12*

### 3 Deux ministres israéliens envisagent une trêve avec le Hamas.

Shaoul Mofaz (transports) et Binyamin Ben Eliezer (infrastructures), ont réaffirmé leur position en faveur d'une trêve avec le Hamas si il faisait une proposition crédible.

"Si une offre sérieuse de trêve de la part du Hamas nous parvenait, je pense que nous devrions l'examiner sérieusement", a déclaré aux journalistes M. Mofaz, vice-premier ministre et membre du parti Kadima du Premier ministre Ehud Olmert, et ancien chef d'état-major.

Il a exclu des "négociations directes" et de caractère politique avec le Hamas tant qu'il ne reconnaît pas Israël, mais il envisage des contacts par l'intermédiaire de l'Egypte.

Tant que les attaques à la roquette se poursuivront, Israël ne cessera pas "même pour une heure" ses représailles contre les palestiniens, a-t-il expliqué sur la radio de l'armée israélienne. Mais "nous pouvons réfléchir à une médiation", a-t-il ajouté.

Ben Eliezer. : "Si le Hamas vient à nous avec une proposition sérieuse de trêve prolongée, je crois personnellement qu'Israël ne devrait pas la rejeter", a déclaré pour sa part à la radio publique Eliezer.

"Il n'est pas indispensable à cet effet que le Hamas reconnaisse Israël au préalable. L'essentiel est qu'il cesse les tirs de roquettes et toute autre attaque contre Israël à partir de Gaza, et s'engage à empêcher la contrebande

d'armes à travers la frontière avec l'Egypte", a poursuivi M. Ben Eliezer, un proche du ministre de la Défense Ehud Barak.

"Faire de la reconnaissance d'Israël un préalable à une négociation serait le meilleur moyen de la torpiller à l'avance", a souligné l'ancien ministre de la Défense qui a lié en revanche un dialogue avec le Hamas à la libération du soldat Gilad Shalit, enlevé en juin 2006 par un commando palestinien, à la lisière de la bande de Gaza.

Il a estimé que le Hamas "montrait des signes de lassitude" compte tenu de la vigueur des opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza et des pressions économiques exercées par Israël.

Selon la radio militaire israélienne, des hauts responsables de l'armée partagent cette analyse et sont eux aussi prêts à envisager un dialogue avec le Hamas sur un cessez-le-feu de longue durée.

(AFP / 21 décembre 2007)

---

## 2-3 Conférence internationale de donateurs,

### Données

1 5,6 milliards de dollars pour financer son plan de "réforme de développement" triennal (2008-2010).

16-12

M. Fayyad a avancé le chiffre de 5,6 milliards de dollars pour financer son plan de "réforme de développement" triennal (2008-2010).

17-12

"Ce que tout le monde attend de cette conférence, c'est un soutien tangible aux efforts de restructuration institutionnelle des Palestiniens parce que c'est absolument crucial pour les aider à créer un Etat palestinien", a indiqué le porte-parole du département d'Etat, Sean McCormack.

Rice, s'engagera à apporter une aide de 550 millions de dollars aux Palestiniens en 2008, selon un haut responsable US ? ayant requis l'anonymat....

"C'est un chiffre historiquement élevé", a précisé ce responsable "Je pense que c'est le programme d'aide le plus élevé que nous ayons jamais mis au point pour les Palestiniens".

Le montant nécessaire pour 2008 est évalué à "autour de 1,6 à 1,7 milliard", a indiqué la chef américaine .

Jusqu'en 2006, l'aide aux Palestiniens ne se montait qu'à quelque 250 millions de dollars par an. Depuis, les Etats-Unis ont versé des fonds au compte-goutte aux Palestiniens, notamment une aide humanitaire d'urgence de 40 millions de dollars débloquée en juin dernier pour les habitants de la bande de Gaza.

Sur les 555 millions de dollars exactement que Mme Rice s'apprête à annoncer,

150 millions sont destinés à l'aide budgétaire, soit principalement les salaires des fonctionnaires, selon le haut responsable américain.

290 millions seront consacrés à des projets de développement, comme des créations d'entreprises ou des constructions d'équipements

115 millions iront à l'aide humanitaire, par le biais de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), le Programme alimentaire mondial (PAM) et d'autres organismes dépendant de l'ONU, a-t-il ajouté.

Cet engagement américain, qui doit encore être approuvé par le Congrès, est destiné à accorder aux Palestiniens "une base financière pour leur permettre d'aller de l'avant et l'assistance économique qui les aidera à tenir le coup jusqu'à ce que leur économie soit effectivement capable de fonctionner", a précisé Mme Rice

(AP 01h37 & Sylvie LANTEAUME (AFP)

17-12

Un bond de l'aide américaine représentera un revirement de l'administration Bush, qui avait convaincu ses partenaires au sein du Quartette (Union Européenne, Russie, ONU) de suspendre toute aide financière aux Palestiniens début 2006, après la victoire électorale surprise du Hamas.

Or ce blocus avait aggravé les difficultés économiques des Palestiniens et radicalisé une partie de l'opinion.

Ce n'est qu'à l'insistance des Européens qu'un mécanisme financier temporaire avait été créé par le Quartette pour contourner le Hamas et permettre le versement des salaires d'une partie des fonctionnaires palestiniens.

Les Etats-Unis ont justifié leur revirement par la 'nomination' de Salam Fayyad, un ancien responsable du FMI, au poste de Premier ministre.

Sylvie LANTEAUME

## 2 La Suisse offre 72 millions de dollars.

?? La Suisse participera à l'effort accru en faveur des Palestiniens. Elle y consacrera 72 millions de dollars (83 millions de francs) sur trois ans, a annoncé lundi Micheline Calmy-Rey à la conférence des donateurs réunie à Paris.

?? Cet engagement s'inscrit dans le cadre du soutien de Berne au processus d'Annapolis, a précisé la cheffe du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), selon son porte-parole Lars Knuchel.

- ?? La Suisse augmente ainsi de quelque 40% son aide aux Palestiniens, qui atteignait jusqu'ici quelque 20 millions de francs par an. Outre au plan de réforme et de développement palestinien (PRDP), l'argent sera également consacré à l'aide humanitaire.
- ?? Micheline Calmy-Rey s'est dite satisfaite du résultat de la conférence, a précisé Lars Knuchel. S'entretenant avec le président palestinien Mahmoud Abbas, elle a évoqué avec lui la poursuite du processus de paix et insisté sur la nécessité de "protéger les civils".

Tsr

### 3 La communauté internationale se penche à Paris sur le financement d'un futur Etat palestinien.

La conférence de Paris d'aide aux Palestiniens sera à la fois économique et politique, ont souligné Nicolas Sarkozy et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, lors d'un entretien à l'Élysée. "Ce rassemblement de pays du monde entier vise à un soutien économique mais aussi politique", a déclaré Mahmoud Abbas à la presse dans la cour du palais présidentiel, où il a été reçu pendant 45 minutes. "Nous espérons demain que la communauté internationale sera à la hauteur de nos attentes, si Dieu le veut", a ajouté le président palestinien, dont les propos étaient traduits de l'arabe. Mahmoud Abbas espère obtenir quelque 5,6 milliards d'euros d'aide lors de la Conférence internationale sur la reconstruction des territoires palestiniens, rebaptisée par Paris conférence "pour l'Etat palestinien", qui a lieu lundi au centre Kléber. Le département d'Etat américain a annoncé qu'il s'engagerait à verser plus de 550 millions de dollars. Environ 90 délégations sont attendues pour cette réunion dont l'objectif est de mobiliser les donateurs dans la foulée des négociations de paix entre Israéliens et Palestiniens du mois dernier à Annapolis, aux Etats-Unis, afin de fournir un soutien financier et politique à l'Autorité palestinienne. La conférence de Paris est "une étape essentielle" et s'inscrit "totalement dans la dynamique initiée à Annapolis", a déclaré le porte-parole de Nicolas Sarkozy, David Martinon. Elle est "économique, mais également politique (et) son objectif est clairement affiché : parvenir rapidement à la création d'un Etat palestinien", a-t-il ajouté. Le président français "est convaincu de la nécessité d'un Etat palestinien viable", a confirmé Mahmoud Abbas après son entretien, qui s'est déroulé en présence du Premier ministre palestinien Salam Fayyad et du ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner. "Il a donc promis d'oeuvrer pour la création de cet Etat et a promis également une aide économique importante à l'Etat palestinien", a-t-il ajouté, sans donner de chiffre. Nicolas Sarkozy a salué "l'engagement et le courage de Mahmoud Abbas qui ont permis qu'à Annapolis l'espoir de paix revienne", a rapporté David Martinon. "Il assuré le président Abbas que dans cette phase diplomatique qui sera dense, longue et délicate, et sans vouloir interférer dans les négociations bilatérales, la France apporterait tout le soutien nécessaire afin d'encourager les parties à avancer", a-t-il ajouté. "La France, qui soutient les efforts du processus, est disponible pour les étapes à venir", a-t-il encore assuré. Nicolas Sarkozy s'exprimera lundi matin à l'ouverture de la conférence de Paris, co-présidée par la France, par l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, envoyé spécial du quartet pour le Proche-Orient, par la Norvège, qui préside depuis 1992 le "comité de liaison ad hoc" des bailleurs internationaux, et par la Commission européenne. Condoleezza Rice sera présente, ainsi que Tzipi Livni. L'Autorité palestinienne devrait y demander de lui fournir de quoi financer le budget palestinien et le développement en Cisjordanie, où domine le Fatah d'Abbas, ainsi que dans la bande de Gaza, contrôlée par les islamistes du Hamas. La France n'aura "pas de relations, de discussions, de dialogue avec le Hamas tant que les conditions fixées par la communauté internationale ne ser(ont) pas remplies", a rappelé David Martinon.

AFP-16-12

### 4 Objectif : sortir la tête de l'eau.

Le plan de développement du Premier ministre palestinien a certes séduit les donateurs. Reste à le financer pour mettre sur les rails l'Etat auquel les Palestiniens aspirent. Un Etat encore embryon, et ruiné avant même d'être né, 14 ans après Oslo. La situation est alarmante dans les territoires, ce n'est pas nouveau. Ce qui l'est c'est que l'économie s'enfonce, risquant de compromettre les chances de voir émerger une structure politique stable. Le futur Etat, qui de fait était morcelé, est aussi aujourd'hui politiquement divisé. Depuis juin et la prise de contrôle par le Hamas, la bande de Gaza est bouclée, totalement coupée du monde. La fracture économique entre les deux entités territoriales s'aggrave. Alors que le chômage, plus faible en Cisjordanie, a diminué au cours de la dernière année, à Gaza il ne cesse d'augmenter, atteignant 35% en 2006. La pauvreté explose également, lorsque les chiffres restent relativement stables en Cisjordanie.

Quant aux travailleurs employés en Israël, ils sont passés de 25 à 12% en Cisjordanie et de 15 à 0% à Gaza. Les donateurs ont promis qu'en dépit de la situation politique, 35 à 40% de l'aide sera dirigée vers la bande de Gaza où, selon toutes les organisations présentes sur place, il y a urgence.

A Gaza les prix des aliments de base ont augmenté entre 30 et 40%. 80% de la population est dépendante de l'aide humanitaire. La production des entreprises privées a chuté de 76 à 11%. Et la dépendance à l'égard de l'électricité israélienne s'élève à 70%.

Les Palestiniens sont privés de leurs droits élémentaires : manger, travailler, être instruits, être soignés. La situation est particulièrement préoccupante dans les hôpitaux où les blocages israéliens et les coupures électriques compromettent les chances de survie de certains patients, notamment ceux qui ont besoins de soins spécialisés qui ne peuvent pas être dispensés sur place.

Un médecin explique la situation : "Ces derniers mois la situation est devenue insupportable. Plusieurs patients sont morts pendant les dernières semaines parce que l'autorisation n'est pas arrivée à temps. Par ailleurs il y a un sérieux problème d'approvisionnement en électricité et fioul qui va compromettre le fonctionnement normal de l'hôpital et des services de soins."

Ainsi les donateurs l'ont répété. Tant que les bouclages israéliens perdureront, l'économie palestinienne piétinera. Aucun investissement n'est possible dans ces conditions.

Par EuroNews -17-12

## Réactions

### 1 Haniyeh : le peuple palestinien n'accepte pas une direction imposée par une arme sioniste

le premier ministre Ismaël Haniyeh, a remarqué que la générosité montrée à la conférence de Paris confirme l'idée que le blocus économique n'est là que pour mettre en échec le choix démocratique et pour mettre en place des gouvernements taillés selon des souhaits américano-sionistes.

Pendant son discours à Paris, Abbas a beaucoup parlé de la situation intérieure, dit Haniyeh. Cependant, il a évité de parler, encore moins de condamner, l'occupation et son terrorisme et ses crimes pratiqués en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Il a même parlé de la façon la plus naturelle du désarmement de la résistance et du démantèlement des infrastructures des factions palestiniennes, ajoute Haniyeh.

Gaza - CPI

### 2 Le président de l'Autorité palestinienne, est revenu sur la conférence des donateurs...

18-12

Le président de l'Autorité palestinienne, qui devait rencontrer mardi à Londres l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, est par ailleurs revenu sur la conférence des donateurs à Paris qui s'est achevée lundi soir sur la promesse de quelque 7,4 milliards de dollars (5,1 milliards d'euros) d'aide aux Palestiniens pour les trois prochaines années.

"La réunion d'hier a été un succès économique et politique pour l'Etat palestinien, parce que cela n'a pas juste été une réunion pour collecter de l'argent mais une véritable manifestation de soutien au processus de paix de la part des pays qui ont participé à la conférence", a-t-il estimé devant les journalistes.

Il a également soutenu une proposition française de déployer une force internationale qui viendrait le moment venu en appui aux services de sécurité palestiniens.

*(Mardi 18 décembre 2007 – Al-Oufok avec les agences de presse)*

### 3 Des personnes veulent s'enrichir grâce à des donations étrangères.

Taher Al-Nounou, porte-parole du gouvernement palestinien, a dit que des personnes veulent s'enrichir grâce à des donations étrangères.

Notre peuple palestinien a déjà vu beaucoup d'agissements de ce genre.

Cependant, le gouvernement palestinien a salué tout soutien fait au peuple palestinien, à condition qu'il ne soit payé pour faire des concessions des principes de notre peuple palestinien, pour frapper la résistance, pour ancrer encore plus l'état de division, pour couvrir les crimes de l'occupation israélienne, pour que continue la construction des colonies...

CPI

18-12

### 4 Les pressions internationales empêchent Abbas d'entamer tout dialogue palestino-palestinien.

Le secrétaire du mouvement de l'Initiative nationale palestinienne Mustapha Al-Barghouti a considéré les critiques faites par Abbas au mouvement du Hamas comme un reflet de la profondeur de la « crise intérieure palestinienne ». Une telle déclaration faite pendant la conférence de Paris montre combien sont grandes les pressions pratiquées pour empêcher tout dialogue intérieur palestinien.

Dans une interview faite à l'agence Quds Press, Al-Barghouti a affirmé être d'avis que toute critique doit aller vers "Israël" et ses invasions pratiquées contre les Palestiniens. « Nos différences doivent rester à l'intérieur de notre maison. Il faut travailler pour un retour à l'unité nationale. La division intérieure affaiblit tout le monde dont le président Mahmoud Abbas lui-même », a-t-il ajouté.

La conférence de Paris veut seulement toucher la crise économique, loin de la question essentielle, la question politique « Je crois qu'on va droit vers l'échec. Puisque "Israël" pratique toujours la colonisation, l'assassinat, l'invasion quotidienne, l'économie ne connaîtra point de développement quelconque ».

*CPI*

18-12

## 5 Aucun intérêt des conférences internationales au moment où continue l'agression israélienne...

L'ancien ministre des affaires étrangères Ali Al-Attas, actuel conseiller du Président indonésien pour les affaires étrangères, a remarqué que beaucoup de conférences concernant la cause palestinienne ont été organisées, la dernière en date étant celle d'Annapolis. « Cependant, on constate aucun intérêt de ces conférences, au moment où continue l'agression israélienne contre le peuple palestinien ».

Ali Al-Attas : "Israël" ne reconnaît pas les Palestiniens et pratique des agressions contre les lieux saints islamiques, « comment voulez-vous que nous la reconnaissons ? ». La constitution indonésienne interdit la reconnaissance de tout système d'occupation.

Le conflit en Palestine provient de l'illégalité de l'occupation, et défendre la liberté et l'indépendance reste un devoir pour les peuples, a-t-il ajouté.

19-12

*CPI*

## 2-4 Les citoyens palestiniens sont exposés aux agressions et mesures oppressives sionistes.

### 1 Pratiques épouvantables de l'armée sioniste sur les barrages militaires.

Le centre israélien d'informations pour les droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés (Btsalim) a considéré épouvantables les résultats d'un sondage militaire concernant la violence pratiquée contre les Palestiniens sur les barrages militaires israéliens.

Dans un rapport dont le Centre Palestinien d'Information (CPI) a reçu une copie, le mardi 18 décembre 2007, Btsalim a notamment remarqué que la violence verbale et corporelle pratiquée par les soldats israéliens dans les territoires palestiniens occupés devient habituelle, surtout sur les barrages.

En dépit des déclarations officielles condamnant ces agissements, l'armée de l'occupation israélienne ne fait rien pour prendre des mesures juridiques contre ces soldats.

Btsalim constate que dans la majorité des cas, les policiers et les soldats qui agressent les Palestiniens ne payent pas leurs actes.

En fait, les services sionistes mettent des obstacles devant tout Palestinien qui veut porter plainte. Et puis, si on réussit à le faire, il est très rare que de mesures soient prises contre les agresseurs.

Si une enquête a été lancée, c'est souvent trop tard pour qu'elle mène à constituer un chef d'accusation. 36 chefs d'accusation seulement ont été constitués dans tous les territoires palestiniens occupés.

*CPI*

18-12

## 2 25% des soldats de l'occupation ont participé aux agressions des palestiniens sur les barrages.

L'armée de l'occupation israélienne a publié un sondage qui montre que 25% des soldats ont participé aux opérations d'agression contre les citoyens palestiniens sur les barrages en Cisjordanie.

Le résultat d'un sondage auquel ont participé mille soldats qui ont servi en Cisjordanie représente un scandale moral supplémentaire de l'armée de l'occupation, ainsi qu'un crime contre les civils palestiniens qui se sont retrouvés exposés aux agressions des soldats sionistes.

Le sondage, qui a questionné les soldats sur les violations pratiquées contre les Palestiniens, a montré que 25% des participants ont dit qu'ils ont frappé, agressé, vu et entendu plusieurs sortes de violations contre les Palestiniens.

Le rapport publié par le journal hébreu "Yediot Ahronot" a indiqué que la direction de la région centrale des forces occupantes a organisé ce sondage après qu'un officier et cinq soldats sionistes ont confisqué une voiture publique palestinienne et ont ligoté le chauffeur avant d'ouvrir le feu sur un citoyen palestinien qui a été blessé dans la région d'Al-Dhahiria au sud de la ville d'Al-Khalil, il y a plusieurs mois.

Des statistiques montrent que les forces occupantes ont installé plus de 500 barrages en Cisjordanie où les citoyens palestiniens sont exposés aux agressions et mesures oppressives sionistes.

*CPI-17-12*

## 2-5 L'UNRWA avertit des mesures sionistes qui menacent ses services en Palestine.

Dans un rapport concernant son travail dans les territoires palestiniens, l'UNRWA a affirmé qu'elle est arrivée à une étape où elle ne peut plus accomplir ses missions humanitaires pour les réfugiés dans les territoires palestiniens en avertissant des résultats du plan de l'occupation israélienne qui veut installer six checkpoints en Cisjordanie.

Le rapport a ajouté que les restrictions supplémentaires des forces occupantes contre le déplacement des personnes et contre les aides humanitaires frappent la capacité de l'agence et l'empêchent d'arriver aux établissements endommagés à cause de la continuation illégale de la construction du mur d'apartheid qui frappe la vie des habitants dans les territoires palestiniens.

Le rapport a considéré que ces restrictions sionistes illégales ne respectent pas l'UNRWA et sa mission humanitaire.

L'UNRWA a dit qu'elle poursuit son travail malgré les mesures sionistes en prévoyant que l'occupation va mettre des défis devant le mouvement de ses fonctionnaires qui portent des identités cisjordaniennes.

L'agence a souligné que les conditions sécuritaires des autorités occupantes contre ses fonctionnaires représentent de nouveaux défis contre l'UNRWA et entravent l'arrivée des équipes ainsi que des aides humanitaires aux réfugiés palestiniens et aux citoyens palestiniens isolés par le mur raciste d'apartheid. L'UNRWA a averti des conditions difficiles dans les territoires palestiniens en soulignant que 70% des habitants de la bande de Gaza vivent sous le seuil de pauvreté, notamment après que 80 mille citoyens de Gaza ont perdu leur emploi.

CPI-17-12

## 2-6 Nouvelle colonie à Jérusalem-est ?

### 1 10.000 nouveaux logements destinés aux juifs à Jérusalem-Est ?

Israël envisage de construire 10.000 nouveaux logements destinés aux juifs à Jérusalem-Est, a annoncé mercredi le ministre israélien du logement, un projet qui, selon les Palestiniens, menace le processus de paix relancé lors de la conférence d'Annapolis, aux Etats-Unis, fin novembre.

Les Palestiniens, qui aspirent à la création d'un Etat ayant Jérusalem-Est pour capitale, sont déjà furieux à cause d'un autre projet israélien annoncé au début du mois d'y construire 300 logements supplémentaires dans le quartier juif d'Har Homa.

Le ministre du Logement Boim a précisé mercredi que le nouveau projet de construction d'un quartier juif à Atarot, près du quartier palestinien de Qalandia, avait fait l'objet d'une "étude préliminaire".

Selon M. Boim, cette initiative est motivée par une pénurie de logements dans les quartiers juifs existants. Un projet de bâtir des milliers de logements à Jérusalem-Ouest a été torpillé à cause de l'opposition des écologistes, ne laissant d'autre choix à l'Etat hébreu que de construire dans la partie orientale de la ville, a-t-il expliqué. "Le ministère du Logement doit trouver une solution à la pénurie de logements à Jérusalem", ajoute-t-il.

Malgré tout, les Palestiniens ont immédiatement dénoncé ce plan, dans lequel ils voient une remise en cause de la relance du processus de paix.

"Pourquoi Israël opterait pour les diktats plutôt que les négociations? Pourquoi détruirait-il les perspectives de paix avec de telles activités?", a demandé le négociateur palestinien Saeb Erekat.

AP- 19-12 & *Al-Oufok avec les agences de presse*)

## 2 Bush : "C'est un combat difficile. Patience, courage et sacrifice"

Mahmoud Abbas a estimé mardi que l'agrandissement des colonies représentait un sérieux obstacle aux pourparlers de paix israélo-palestiniens, et a réitéré son appel à un gel des implantations.

Mahmoud Abbas a précisé qu'il plaçait ses espoirs dans une commission israélo-palestino-américaine qui doit traiter de l'application de la première phase de la "feuille de route". Conformément au plan de paix, Israël doit geler ses implantations, tandis que les Palestiniens doivent obtenir le désarmement des militants.

"Quand nous regagnerons le pays, j'espère que ces activités (concernant les colonies) cesseront, et que la commission tripartite (...) entamera son travail, en vue de mettre en oeuvre les engagements de la première phase de la feuille de route, qu'ils soient liés à nous ou aux Israéliens", a-t-il dit, estimant que la poursuite des travaux d'agrandissement des colonies constituait un "véritable obstacle" et qu'ils devaient cesser.

De son côté, le ministre de l'autorité d'occupation Haim Ramon a déclaré à Jérusalem que les constructions se poursuivraient, en particulier dans les grandes colonies de Cisjordanie que l'autorité d'occupation espère conserver dans le cadre d'un accord avec les Palestiniens.

Il a précisé à la radio militaire qu'Israël ferait avancer à grands pas les travaux de construction dans les grandes colonies de Cisjordanie, tout en proposant des compensations aux Palestiniens au travers d'un échange de terres.



"Ce que je propose, c'est que nous parvenions à un accord avec les Palestiniens aujourd'hui sur le principe de blocs de colonies sous souveraineté israélienne et, en retour, un échange de territoires", a-t-il dit, devenant le premier responsable israélien à soutenir ouvertement cette idée.

Mahmoud Abbas a déjà exprimé son soutien à un échange de terres.

*(Mardi 18 décembre 2007 – Al-Oufok avec les agences de presse)*

### 3 Rice salue l'abandon d'un projet de nouvelle colonie à Jérusalem-est.

"Rice,"Je pense que les Israéliens ont compris que ce qui s'était passé avec (le projet de colonisation de) Har Homa avait eu pour effet de saper la confiance dans le nouveau et très fragile processus de paix" lancé le mois dernier à Annapolis, a ajouté la chef de la diplomatie américaine.

"Je pense que c'est une bonne décision", a ajouté Mme Rice, soulignant que "la priorité absolue maintenant est de faire avancer les négociations".

Elle a indiqué "ne pas être au courant" des discussions internes au sein du cabinet israélien ayant conduit à l'abandon de ce projet, laissant entendre que les Etats-Unis n'étaient pas intervenus pour convaincre Israël de l'abandonner.

"Je ne sais pas quels ont été les calculs mais il est évident que c'est bien de ne pas avoir à faire face à cette décision, a-t-elle ajouté, soulignant que la colonisation "sape la confiance".

Le ministère israélien de l'Habitat a annoncé jeudi l'abandon du projet, annoncé la veille. "Nous avons abandonné le projet de construire un nouveau quartier à Atarot", au nord de Jérusalem, a affirmé le porte-parole du ministère. (20-12 AFP -23h44

### 2-7 Un abri nucléaire pour Olmert, selon "Yediot Ahronot"

Le quotidien israélien "Yediot Ahronot" rapporte dans son édition de jeudi que la résidence d'Ehoud Olmert est en train d'être équipée d'un abri capable de résister à une attaque chimique ou nucléaire.

Selon "Yediot Ahronot", les ouvriers travaillant sur la résidence officielle à Jérusalem sont en train d'élargir les murs, de creuser et d'installer un système de purification de l'air capable de neutraliser une attaque chimique.

Le porte-parole d'Ehoud Olmert, Mark Regev, s'est refusé à tout commentaire, soulignant toutefois que "bien évidemment, tous les gouvernements ont l'obligation de garantir le fonctionnement continu et efficace du gouvernement en situation de crise".

Ces travaux surviennent après ceux réalisés pour la rénovation d'un bunker situé sous la bâtiment abritant ses bureaux et où les membres du cabinet sont censés se réunir en cas d'attaque sur les services gouvernementaux de Jérusalem. "Yediot Ahronot" ajoute que l'Etat hébreu est également en train de construire un bunker nucléaire géant dans les collines surplombant Jérusalem et qui sera accessible par un tunnel depuis les services du gouvernement.

*(Jeudi, 20 décembre 2007 - Avec les agences de presse)*

---

---

### 3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

#### 3-1 Dossier de Al-Oufok : Plus de 7 milliards de dollars pour abandonner les droits nationaux sur la Palestine.

17 décembre 2007.

La conférence des donateurs de Paris a permis lundi de rassembler 7,4 milliards de dollars pour les Palestiniens, une bouffée d'oxygène dans un contexte marqué par une fragile reprise des négociations de paix avec Israël.

La somme rassemblée est supérieure à ce qu'espérait l'Autorité palestinienne, représentée par Mahmoud Abbas et Salam Fayyad. "Nous visions 5,6 milliards de dollars et nous en avons 7,4, ce qui n'est pas mal", a déclaré Bernard Kouchner, lors de la conférence de presse finale.

Les Etats-Unis participeront à hauteur de 550 millions de dollars.

La Commission européenne donnera 639,4 millions de dollars (440 millions d'euros) et la France 300 millions de dollars, soit un peu plus de 200 millions d'euros.

L'argent servira à doper une économie palestinienne moribonde via le paiement des salaires de quelque 160.000 fonctionnaires et la construction d'infrastructures.

Sans aide financière, les territoires palestiniens - la Cisjordanie, où domine le Fatah d'Abbas, et la bande de Gaza, contrôlée par le Hamas - courent "à la catastrophe", avait prévenu Mahmoud Abbas plus tôt dans la journée. "Cette conférence est littéralement le dernier espoir du gouvernement d'éviter la banqueroute", avait déclaré Condoleezza Rice, tandis que Nicolas Sarkozy invitait les participants à se montrer généreux.

Selon une enquête du Programme alimentaire mondial (PAM) publiée lundi, le revenu moyen par foyer à Gaza a baissé de 30% ces six derniers mois et dans environ 70% des foyers de personnes non réfugiées, on doit vivre au quotidien avec moins de 1,2 dollar par personne.

L'autre objectif, plus politique, de la conférence de Paris était de renforcer Abbas dans le conflit qui l'oppose au Hamas et dans ses efforts de reprise du dialogue avec l'autorité d'occupation.

Il y a un mois à Annapolis, aux Etats-Unis, Mahmoud Abbas et Ehud Olmert se sont engagés à tenter de trouver d'ici fin 2008 un terrain d'entente qui pourrait déboucher sur la création d'un Etat palestinien.

Malgré l'enveloppe promise, la réunion de Paris a été assombrie par les divergences entre les deux parties, notamment à propos du projet israélien de construire quelque 300 logements nouveaux près de Jérusalem. "Si nous voulons lancer des discussions sérieuses pour mettre fin au conflit comme nous l'avons décidé avec le reste du monde, alors comment l'une des parties-clés peut-elle poursuivre ses activités d'implantation", a déploré Mahmoud Abbas.

Tzipi Livni ne lui a pas directement répondu mais elle a réaffirmé le désir de paix de son pays et son intention de respecter la feuille de route définie en 2003, qui prévoit le gel des colonies. "Malgré les difficultés, nous sommes prêts (...) à remplir nos obligations, y compris en ce qui concerne nos activités d'implantation", a-t-elle dit.

La Banque mondiale a estimé la semaine dernière que l'économie palestinienne ne serait relancée qu'à condition qu'Israël lève ses barrages routiers qui entravent la circulation. Ce à quoi se refuse toujours l'autorité d'occupation, qui invoque des raisons de sécurité.

Dans la foulée de la conférence d'Annapolis, les négociations de paix ont officiellement repris le 12 décembre. Mais de l'avis de nombreux analystes, les efforts de paix n'iront pas loin en raison des divisions dans le camp palestinien et de la position de faiblesse d'Olmert, qui dirige un gouvernement de coalition. "La conférence de Paris était une réunion pour déclarer la guerre au Hamas et aux autres factions de résistance", a estimé un responsable du Hamas, Sami Abou Zouhri

(Lundi, 17 décembre 2007 – Al-Oufok avec les agences de presse)

### 3-2 Point de vue de Serge Dumont : Mahmoud Abbas attend une aide économique pour éliminer le Hamas.

Lundi 17 décembre 2007

Bâtir une ville nouvelle entre Naplouse et Jénine (Cisjordanie), construire des milliers de logements sociaux et établir un véritable système de sécurité sociale à l'occidentale. Tels sont quelques-uns des projets que présentera Mahmoud Abbas aux 90 participants - dont la Suisse - à la conférence des pays donateurs réunis ce lundi à Paris.

Dans un document de soixante pages présenté la semaine dernière aux participants à la conférence, le président palestinien et son premier ministre Salam Fayyad ont évalué les besoins de l'AP à 5,6 milliards de dollars sur trois ans. Un montant inégalé jusqu'à présent et qui devrait selon l'AP «permettre de jeter les bases de la création d'un Etat indépendant».

A en croire plusieurs diplomates européens en poste à Jérusalem, le projet soumis aux donateurs serait «précis et concret». «Crédible», en tout cas. Du côté israélien, la ministre des Affaires étrangères Tzipi Livni, qui participe à la conférence de Paris, a certes estimé que «le financement de l'AP ne doit pas se faire au détriment de la sécurité d'Israël», mais le projet palestinien de construction en Cisjordanie a déjà été approuvé jeudi par Ehud Olmert, par son ministre de la Défense Ehud Barak ainsi que par l'état-major de l'armée. Environ 10% de l'aide globale demandée à la «Conférence des donateurs» devrait d'ailleurs servir à financer ce chantier.

A Ramallah, où les chroniqueurs de la presse locale se félicitent que la France ait décidé de faire figurer les mots «Etat palestinien» dans l'intitulé de la conférence de Paris, les conseillers d'Abbas affirment que la réussite du plan «dépend de la volonté israélienne de faciliter la mobilité et les échanges dans les Territoires». Ils jurent que leur président veut aller vite «afin de contrer le Hamas sur son terrain». A les en croire, la création d'un système de sécurité sociale officiel est l'une des priorités du gouvernement de Salam Fayyad. Il devrait permettre d'étouffer les fondations charitables privées grâce auxquelles le Hamas s'est aussi bien implanté dans la population palestinienne.

Dans le centre commercial de Ramallah, les promesses de l'AP soulèvent de l'intérêt mais d'abord de la prudence. «On nous a souvent promis monts et merveilles, mais nous n'avons pas vu venir grand-chose», ricane l'avocat Samy Teha. «En ira-t-il différemment cette fois? Nous espérons que les dons ne disparaîtront pas dans certaines poches. Les allocations sociales pour tous et les HLM, on y croira lorsqu'on les verra.»

Même réaction à El Hamari, un camp de réfugiés situé à l'entrée de Ramallah et où le Fatah (le parti de Mahmoud Abbas) règne en maître depuis des lustres. «Bon nombre de pays donateurs sont des Etats arabes frères», lâche Ahmed, le coiffeur du quartier. «Mais ces gens-là, ils sont plus forts pour faire des promesses que pour passer aux actes.»

Lundi 17 décembre 2007

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

## 4-1 Vingtième anniversaire de la naissance du Hamas.

Le Hamas, qui condamne la «collaboration de Mahmoud Abbas avec les Américano-sionistes», a réussi une impressionnante démonstration de force en attirant plus de 300 000 personnes à l'occasion du vingtième anniversaire de sa création.

Gaza City, 15 décembre 2007.

### 1 "Notre peuple est capable de lancer une nouvelle intifada jusqu'à l'aube de la victoire",

Entre 300.000 et 500.000 palestiniens se sont rassemblés à Gaza pour marquer le vingtième anniversaire de la naissance du Hamas.

Le Hamas a été fondé en 1987 par Ahmed Yassine, tué en 2004 dans un raid aérien israélien

"Notre peuple est capable de lancer une troisième et une quatrième intifada (soulèvement) jusqu'à l'aube de la victoire", a déclaré Khaled Mechaal, le chef en exil du bureau politique du Hamas, dans un discours enregistré la veille.

Dans son discours, Khaled Mechaal a estimé que Mahmoud Abbas, dont le gouvernement a l'appui des puissances occidentales, n'avait pas le soutien du peuple palestinien.

"Quiconque croit tenir sa légitimité d'un soutien international est dans l'illusion. La légitimité vient du peuple", a-t-il dit.

L'ancien Premier ministre Ismaïl Haniyeh, a confirmé que le Hamas gagnait en popularité grâce à ses positions anti-israéliennes et anti-américaines.

"Aujourd'hui est le jour du 'djihad' (guerre sainte), de la résistance et du soulèvement", a lancé l'orateur. "Ceux qui restent fidèles aux droits de leur peuple, ceux qui combattent l'ennemi américain et l'occupation sioniste sont ceux qui gagnent en popularité. Et c'est le Hamas!".

Un autre dirigeant du Hamas, Mouchir al Masri, a menacé Israël de nombreuses pertes en cas d'attaque contre la bande de Gaza pour mettre fin aux tirs de roquettes quasi quotidiens contre le territoire de l'Etat juif.

"Juifs, repartez, car nous avons déjà creusé des tombes pour vous

Par Nidal al-Mughrabi Reuters

15-12

Version française Jean-Stéphane Brosse, Jean-Philippe Lefief

## 2 Les Palestiniens sortent en masses pour le Hamas.

Extraits :

Lors du vingtième anniversaire du mouvement de la résistance islamique Hamas, le samedi 15 décembre, la bande de Gaza a connu un des plus grands festivals jamais organisé dans tous les territoires palestiniens occupés. Ce grand rassemblement est porteur de plusieurs messages politiques, notamment en ce qui concerne la popularité du mouvement du Hamas. Une popularité que certains sondages prétendent en recul.

Les vagues humaines, par dizaines de milliers de tous âges, sont venues démentir ces sondages partiels. Elles sont venues pour approuver le contraire : la montée de la popularité du Hamas, en dépit du blocus imposé sur la bande de Gaza depuis six mois. Elles sont venues pour confirmer leur soutien au mouvement qui est venu à bout de l'anarchie sécuritaire.

### Un plébiscite

Le Hamas a confirmé son importance dans l'équilibre de la scène politique palestinienne, à l'intérieur comme à l'extérieur. Il n'est plus à être marginalisé comme voudrait le faire Mahmoud Abbas.

Par ailleurs, l'étouffant siège imposé sur la bande de Gaza depuis juin dernier n'a donné que des résultats opposés aux souhaits de ceux qui l'imposent. Ces derniers avaient souhaité un coup d'état populaire contre le mouvement du Hamas. Ce festival est venu témoigner de l'élargissement de sa base populaire.

Le lieu du festival avait été investi par la foule trois heures avant son commencement. Les alentours ont alors été investis pour conforter le succès du festival de « L'aube de la victoire au cœur du siège ».

Le Hamas n'est pas seulement fort par son arme, constate l'analyste Ibrahim Abou Al-Haija. Il est fort surtout par sa popularité dans la rue palestinienne.

Les masses si denses venues fêter l'anniversaire du Hamas nous laissent réfléchir et examiner de près les allégations qui veulent nous faire croire que la popularité du Hamas est en baisse, ajoute Abou Al-Haija.

Le festival constitue un message destiné aussi au mouvement du Hamas lui-même. En effet, les foules incitent le mouvement à rester attaché à ses principes et à ses politiques. Elles notent aussi la réussite du Hamas à bien gérer et la politique et la résistance.

### Blocus et popularité

De son côté, Abdou Al-Sattar Qassem, professeur en sciences politiques à l'université nationale d'Al-Najah, pense que le festival est un bon indicateur indiquant que le blocus n'avait pas entamé la volonté des Palestiniens et qu'ils restent attachés à leurs principes.

Les déclarations parlant d'une baisse considérable de la popularité du Hamas ne sont pas basées sur la réalité du terrain. Elles sont destinées à renforcer le siège imposé sur la bande de Gaza. Cependant, les gens sont

conscients de ce qui se passe, malgré toutes les souffrances qu'ils subissent. Tout cela donne une forte impulsion, un grand encouragement au Hamas, croit le professeur Abdou Al-Sattar Qassem.

Il remarque que l'appel du Hamas à un dialogue intérieur, sans conditions préalables, conforte le mouvement dans son point de vue consistant à dire que personne ne peut être fort sans son peuple et que les tentatives d'acheter les gens ne donneront rien.

Cet appel au dialogue a conforté le Hamas dans sa position. Il n'attend que le moment où l'autorité se libèrera des Etats-Unis et de l'Etat de l'occupation israélienne, selon Abdou Al-Sattar Qassem.

*Gaza - CPI*

### 3 Le Hamas a réussi une impressionnante démonstration de force.

A la veille de la conférence de Paris, le Hamas, qui a condamné la «collaboration de Mahmoud Abbas avec les Américano-sionistes», a réussi une impressionnante démonstration de force en attirant samedi plus de 300000 personnes dans les rues de Gaza City à l'occasion du vingtième anniversaire de sa création. Pour l'occasion, Khald Meshaal, le leader de la branche politique de l'organisation, qui s'exprimait à partir de Damas, a menacé Israël d'une reprise des violences dans les Territoires. «Nous pouvons déclencher une troisième, voire une quatrième Intifada», a-t-il déclaré.

Dans la foulée, d'autres orateurs ont présenté l'anniversaire du Hamas comme «un jour de djihad». «Notre popularité et notre combativité restent inégalées parce que nous continuons à résister», a enchaîné le «premier ministre» de Gaza, Ismaïl Hanyeh. «Quoi qu'il arrive, nous ne reconnâtrons jamais Israël.»

En revanche, en Cisjordanie, les manifestations du Hamas se sont faites beaucoup plus discrètes. Parce que l'Autorité palestinienne (AP) les a interdites et parce que l'armée israélienne a poursuivi ses rafles quotidiennes de cadres et de membres de l'organisation

Lundi 17 décembre 2007